



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Bureau d'Aide à la Gouvernance et Fonctions Supports (BGS)

Service du numérique (SNUM)

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

Maintenance des réseaux de télédistribution de chaînes télévisées desservant les sites de l'administration centrale du Ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté Industrielle et Numérique (MEFSIN).

Numéro de consultation : LL-20-2024- Maintenance des réseaux de télédistributions des chaînes TV

Procédure de passation : Procédure adaptée

Article 1 -	Préambule-Contexte	4
Article 2 -	Pouvoir adjudicateur	4
Article 3 -	Objet de l'accord-cadre	4
Article 4 -	Périmètre de l'accord-cadre	4
Article 5 -	Procédure de passation	4
Article 6 -	Forme et étendue de l'accord-cadre.....	4
Article 7 -	Durée de l'accord-cadre	5
7.1	Cadre général	5
7.2	Reconduction de l'accord-cadre	5
Article 8 -	Lieu d'exécution de l'accord-cadre	6
Article 9 -	Documents contractuels de l'accord-cadre	6
Article 10 -	Modalités d'exécution des prestations	7
10.1	Représentation des parties.....	7
10.2	Conditions d'exécution	7
10.3	Obligations du titulaire.....	10
10.4	Obligation de confidentialité – Clause générale.....	11
10.5	Obligation de confidentialité – Gestion des documents, livrables et autres dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre	11
10.6	Responsabilité du titulaire	12
10.7	Mesures de sécurité.....	13
10.8	Etat de l'art.....	13
10.9	Sous-traitance	13
10.10	Clauses sociales - Action de formation sous statut scolaire au bénéfice de jeunes en situation de décrochage scolaire.....	14
10.11	Clauses environnementales	16
10.12	Evaluation du titulaire.....	17
10.13	Modifications contractuelles en cours d'exécution et ajout de prestations similaires ou non analogues.....	17
10.14	Modalités d'ajustement des prestations de maintenance annuelle du volet 1	19
10.15	Constatation de l'exécution des prestations.....	20
10.16	Modalités de règlement.....	21

10.17 Garanties	22
10.18 Pénalités	22
Article 11 - REGIME FINANCIER	25
Article 12 - CLAUSES DE SURETE ET DE FINANCEMENT	30
Article 13 - REGIME DES DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE	31
Article 14 - TRAITEMENT DE DONNEES A CARACTERE PERSONNEL.....	32
Article 15 Dispositions diverses	32
Article 17 - Dérogations au CCAG-TIC	36

Article 1 - Préambule

Le présent accord-cadre est soumis aux dispositions du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du Code de la commande publique et à l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du Code de la commande publique.

Article 2 - Pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur du présent accord-cadre est le Secrétariat général du Ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique (MEFSIN).

Article 3 - Objet de l'accord-cadre

L'accord-cadre porte sur des prestations de services et a pour objet la maintenance des réseaux de télédistribution de chaînes télévisées desservant les sites de l'administration centrale du Ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté Industrielle et Numérique (MEFSIN).

Article 4 - Périmètre de l'accord-cadre

Le bénéficiaire de l'accord-cadre est le Secrétariat général du Ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique (MEFSIN).

Article 5 - Procédure de passation

L'accord-cadre est passé selon la procédure adaptée, en application notamment des articles R. 2123-1 et suivants du Code de la commande publique.

Article 6 - Forme et étendue de l'accord-cadre

Conformément aux articles R.2162-2, R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la commande publique, l'accord-cadre est mono-attributaire. Il ne donnera pas lieu à la passation de marché subséquent.

L'accord-cadre est uniquement composé de prestations à bons de commande.

L'accord-cadre est conclu sans montant minimum et avec un montant maximum de 140 000 € HT, sur sa durée totale d'exécution.

L'accord-cadre comporte 2 volets, entièrement exécutés à bons de commande :

- Volet 1 : Maintenance des réseaux de télédistribution de chaînes télévisées comprenant :
 - Maintenance annuelle corrective et préventive des réseaux de distribution de chaînes télévisées en heures ouvrées ;
 - Prestations pour l'astreinte 24h/24 7j/7.
- Volet 2 : Prestations complémentaires à unités d'œuvre.

Le montant de chaque bon de commande émis par la personne publique est déterminé sur la base des prix figurant à l'annexe financière à l'acte d'engagement souscrit par le titulaire. Le présent accord-cadre cessera automatiquement de produire ses effets lorsque le montant maximum aura été atteint, quelle que soit la durée prévue initialement ; auquel cas les bons de commande déjà émis demeurent exécutoires pendant six (6) mois.

Article 7 - Durée de l'accord-cadre

7.1 Cadre général

L'accord-cadre est conclu pour une durée de vingt-quatre (24) mois hors reconduction(s) éventuelle(s) à compter du 6 septembre 2025 ou de sa date de notification au titulaire si elle est postérieure.

7.2 Reconduction de l'accord-cadre

L'accord-cadre est reconductible de manière tacite deux (2) fois par période annuelle, à sa date anniversaire d'effet, sans que le titulaire ne puisse s'y opposer.

Les dispositions du présent CCAP s'appliquent à la période initiale de l'accord-cadre et aux périodes de reconduction.

La décision de non reconduction fait l'objet d'une décision expresse du pouvoir adjudicateur ou de son représentant, notifiée au titulaire via la plateforme des marchés publics « PLACE », un mois avant la date anniversaire de notification de l'accord-cadre.

Dans l'hypothèse où l'accord-cadre ne serait pas reconduit, les bons de commande émis continuent à s'exécuter jusqu'à leur terme. Le titulaire est tenu de respecter son engagement contractuel jusqu'à l'admission des prestations.

Article 8 - Lieu d'exécution de l'accord-cadre

Les prestations sont exécutées dans les locaux de la personne publique, conformément au CCTP.

Article 9 - Documents contractuels de l'accord-cadre

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG/TIC, les documents contractuels régissant le présent accord-cadre sont, par ordre de priorité décroissant :

- 1) L'acte d'engagement (ATTRI1) et son annexe financière ;
- 2) Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes :
 - a. « Engagement de reconnaissance de responsabilité du titulaire".
 - b. " RGPD ".
 - c. " Contact du délégué à la protection des données (DPD) ".
- 3) Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses 2 annexes
 - a. Annexe 1 « Parc installé » ;
 - b. Annexe 2 « SSI » ;
- 4) Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de techniques de l'information et de la communication (CCAG-TIC) ;
- 5) L'arrêté du 18 septembre 2018 portant approbation du cahier des clauses simplifiées de cybersécurité
(<https://www.legifrance.gouv.fr/eli/arrete/2018/9/18/ECOP1825228A/jo/texte>) ;
- 6) L'offre technique du titulaire et son cadre de réponse technique ;
- 7) L'annexe relative à la clauses sociale ;
- 8) Les éventuels actes de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification de l'accord-cadre.

En cas de contradiction entre deux documents constitutifs de l'accord-cadre, le document le plus élevé dans l'ordre de priorité prévaut.

Seuls les documents conservés par la personne publique font foi.

Exhaustivité de la liste des pièces contractuelles :

Le présent accord-cadre, constitué des documents contractuels définis ci-dessus, exprime l'intégralité des obligations contractuelles des parties. Les dispositions du présent accord-cadre prévalent sur celles qui figurent sur les documents de réponse, lettres ou autres

documents échangés entre la personne publique et le titulaire préalablement à la signature du présent accord-cadre.

Par dérogation aux articles 4.2.1 et 4.2.2 du CCAG-TIC, seuls sont notifiés au Titulaire de l'accord-cadre l'Acte d'engagement signé par le titulaire et le représentant du pouvoir adjudicateur et l'annexe financière.

Article 10 - Modalités d'exécution des prestations

10.1 Représentation des parties

10.1.1 Représentation de la personne publique

L'interlocuteur désigné par l'administration est chargé du suivi de l'exécution des prestations. Il est désigné lors de la notification de l'accord-cadre.

L'administration notifie toute modification de l'interlocuteur au titulaire.

10.1.2 Représentation du titulaire

Le titulaire désigne un ou plusieurs interlocuteurs, habilités à le représenter auprès de la personne publique, pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre.

Cet ou ces interlocuteurs sont désignés dans l'offre du titulaire.

Le titulaire s'engage à informer, sans délai, la personne publique, de toute modification d'interlocuteur désigné.

Cet article déroge au CCAG-TIC (article 3.4.1).

10.2 Conditions d'exécution

10.2.1 Mise en place de l'équipe technique

Avant tout commencement d'exécution, le titulaire fera parvenir la liste comportant les noms, prénoms et fonctions de tous les personnels susceptibles d'intervenir et de se rendre dans les locaux de l'administration dans le cadre du présent accord-cadre ainsi que les curriculum vitae correspondants. Toute modification à cette liste devra être portée au préalable à la connaissance du représentant de la personne publique dans les conditions

exigées au CCTP.

En tout état de cause, le titulaire s'engage à mettre en place, pendant toute la durée de l'accord-cadre, des intervenants dont les compétences et les profils respectent ceux mentionnés dans son offre.

La personne publique communiquera au titulaire les conditions d'accessibilité des locaux et les règles de sécurité en vigueur.

Les personnels affectés à la réalisation des prestations prévues au titre du présent accord-cadre sont soumis à l'agrément de la personne publique qui pourra limiter l'accès à ses locaux pour des raisons liées à la sécurité des personnes, des biens ou des informations.

Lorsqu'ils sont présents dans les locaux de la personne publique, les intervenants affectés par le titulaire à la réalisation des prestations, objet du présent accord-cadre, sont soumis aux règles et usages en vigueur pour les personnels de l'administration notamment en ce qui concerne les horaires d'intervention et le port d'un badge d'identification.

10.2.2 Remplacement des intervenants

La bonne exécution des prestations dépend essentiellement des personnes désignées dans l'accord-cadre pour en assurer la conduite. Si ces personnes ne sont plus en mesure de remplir leur mission, le titulaire doit en aviser immédiatement le pouvoir adjudicateur et prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise.

Le titulaire désigne les remplaçants et en communique les noms et les titres au pouvoir adjudicateur dans un délai de huit jours à compter de l'envoi du courriel au chef de projet désigné par la personne publique. Ces remplacements sont subordonnés à l'accord exprès du pouvoir adjudicateur. Le silence gardé par le pouvoir adjudicateur dans un délai d'un mois à compter de la réception de la lettre vaut acceptation du remplacement.

La personne publique pourra à tout moment demander le remplacement d'un ou des représentants ou intervenants du titulaire, pour des motifs professionnels.

10.2.3 Emission et exécution des prestations de l'accord-cadre

Les prestations du présent accord-cadre sont déclenchées par bon de commande émis par la personne publique en fonction des besoins, sur la base des prix fixés à l'annexe financière à l'acte d'engagement de l'accord-cadre.

Le point de départ d'exécution du bon de commande est la date fixée dans celui-ci.

Chaque bon de commande précise notamment :

- l'intitulé de l'entité qui passe commande ;
- la référence de l'accord-cadre ;
- les coordonnées du service qui passe la commande ;
- le numéro et la date du bon de commande ;
- la désignation des fournitures et/ou prestations ;
- la quantité commandée ;
- les montants HT, TTC et taux de TVA appliqué ;
- les lieux et délais de réalisation des prestations ;
- l'adresse du service destinataire de la facture ;
- le code service exécutant (facturation dématérialisée) ;
- les modalités particulières de réception et d'exécution de la commande, le cas échéant ;
- l'adresse de facturation et toute information nécessaire à la transmission des factures et non précisée dans le présent CCAP.

Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel, il doit formuler une demande expresse de report de délai exposant clairement les circonstances du retard prévu, la date de survenance du fait générateur et le délai supplémentaire demandé dans les conditions prévues du CCAG-TIC.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre, mais leur exécution doit être terminée au plus tard dans les 6 mois suivant la fin de l'accord-cadre.

La résiliation de l'accord-cadre ne remet pas en cause la validité du bon de commande émis avant la date d'effet de la décision de résiliation. Le titulaire est tenu de respecter son engagement contractuel jusqu'à l'admission des prestations.

10.2.4 Pilotage

Le pilotage des prestations est réalisé au travers de réunions à fréquence semestrielle entre les représentants de la personne publique et le titulaire.

Les exigences en matière de pilotage sont précisées au CCTP au volet 1.

D'un commun accord avec la personne publique, une réunion de lancement est organisée 2 jours ouvrés maximum après la notification du présent accord-cadre.

Le prix de ces instances est inclus dans les prix du volet 1 avec les prestations maintenance annuelle des réseaux de télédistribution de chaînes télévisées.

10.2.5 Exigences relatives aux prestations

Le titulaire est responsable de tout élément qui lui est confié. Il ne peut en disposer qu'aux fins prévues par l'accord-cadre.

10.3 Obligations du titulaire

10.3.1 Obligation de conseil

Le titulaire de l'accord-cadre est tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde, relative aux matériels, logiciels et prestations fournis à la personne publique.

Cette obligation est formelle et fondée sur la production d'un rapport qui décrit les risques et menaces et propose des actions pour les réduire.

Dans l'hypothèse où le titulaire n'aurait pas respecté cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans l'accord-cadre pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

10.3.2 Obligation d'information

Le titulaire est tenu de signaler à la personne publique tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations.

De plus, le titulaire fournit une fiche de renseignement, pour chaque nouvel intervenant, qui doit contenir sa formation, son expérience professionnelle et ses domaines d'intervention. Cette fiche renseigne le pouvoir adjudicateur sur les qualités et les niveaux de compétence des collaborateurs proposés.

Enfin, le nouveau collaborateur doit intervenir, de préférence, en tuitage avec un de ses collègues pendant une période suffisante à sa bonne intégration.

10.3.3 Obligation de résultats

Le titulaire est astreint à une obligation de résultat selon les usages commerciaux, la réglementation et la jurisprudence en vigueur dans le secteur d'activité concerné.

Le fait pour la personne publique de vérifier ou d'exiger que les agents du titulaire aient un maximum de qualifications techniques et une bonne connaissance du domaine d'intervention ou soient présents dans ses locaux ne constitue en aucun cas une obligation de résultat.

En conséquence, le titulaire s'oblige à prendre toutes les assurances afin de remettre à la personne publique, dans les conditions fixées par le présent accord-cadre, les prestations demandées en respectant les normes et standards de l'administration et les spécifications particulières fixées par le cahier des clauses techniques particulières.

10.4 Obligation de confidentialité – Clause générale

Il est fait application de l'article 5.1 du CCAG-TIC.

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentielles les informations, les documents et les logiciels auxquels il aura eu accès lors de l'exécution de l'accord-cadre, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Ces informations, documents ou objet ne peuvent être, sans autorisation expresse de la personne publique, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors de l'accord-cadre ou à l'issue de son exécution.

La personne publique pourra demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire pourra entraîner la résiliation de l'accord-cadre aux torts du titulaire.

10.5 Obligation de confidentialité – Gestion des documents, livrables et autres dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre

Les supports informatiques et documents fournis par l'Administration au titulaire de l'accord-cadre restent la propriété de l'Administration.

Les données contenues dans ces supports et documents sont strictement couvertes par le secret professionnel (article 226-13 du Code pénal), il en va de même pour toutes les données dont le titulaire prend connaissance à l'occasion de l'exécution du présent accord-cadre.

Conformément à l'article 34 de la loi informatique et libertés modifiée, le titulaire s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le titulaire s'engage donc à respecter les obligations suivantes et à les faire respecter par

son personnel :

- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations qui lui sont confiés, à l'exception de celles nécessaires à l'exécution de la présente prestation prévue au contrat, l'accord préalable de l'Administration est nécessaire ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées au présent contrat ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat ;
- prendre toutes mesures de sécurité, notamment matérielles, pour assurer la conservation et l'intégrité des documents et informations traités pendant la durée du présent contrat ;
- et en fin de contrat, à procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies.

À ce titre, le titulaire ne peut sous-traiter l'exécution des prestations à une autre société, ni procéder à une cession de l'accord-cadre sans l'accord préalable de l'Administration.

L'Administration se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le titulaire de l'accord-cadre.

L'Administration peut prononcer la résiliation immédiate de l'accord-cadre, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

10.6 Responsabilité du titulaire

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges.

Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant l'accord-cadre. Les prestations devront être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation de l'accord-cadre mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution de l'accord-cadre.

Le titulaire est responsable de tout élément qui lui est confié. Il ne peut en disposer qu'aux fins prévues par l'accord-cadre.

Dans l'hypothèse où le titulaire laisserait un site dans un état de propreté non satisfaisant à l'issue d'une intervention, la personne publique se réserve le droit de faire nettoyer l'espace par une société de nettoyage aux frais exclusifs du titulaire.

Le titulaire sortant s'engage à laisser, en fin d'exécution de l'accord-cadre, les équipements en état normal de fonctionnement. En cas de détérioration, la personne publique pourra facturer les frais de remise en état.

Sensibilisation du personnel du titulaire

Le titulaire sensibilise son personnel, intervenant dans le cadre des prestations, à la sécurité de l'information, des systèmes d'information et aux règles de l'acheteur.

Le titulaire veille notamment à ce que son personnel intervenant dans le cadre des prestations respecte les dispositions concernant la sécurité du présent accord-cadre.

10.7 Mesures de sécurité

Toute personne relevant du titulaire est soumise à des mesures de sécurité qu'il s'agisse d'accès physiques à des locaux ou d'accès à des informations.

10.8 Etat de l'art

Le titulaire garantit à la personne publique qu'il est conforme à l'état de l'art pour les services et objets numériques fournis dans le cadre des prestations. A première demande, le titulaire fournit la preuve de cette conformité. Il précise alors les domaines concernés (interfaces web et courriels), les objets et bases d'information concernées (appareils connectés, sauvegardes de données, consoles d'administration). Le CCTP décrit les exigences que le titulaire doit respecter pour chaque service ou produit.

10.9 Sous-traitance

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations de l'accord-cadre, à condition d'avoir obtenu de l'administration l'acceptation de chaque sous-traitance et l'agrément de ses conditions de paiement suivant les modalités décrites aux articles R2193-1 du code de la commande publique.

Le cas échéant, le titulaire est responsable de l'accomplissement des obligations de

publicité et mise en concurrence lui incombant au regard de l'objet et de la valeur estimée des prestations en cause.

10.10 Clauses sociales - Action de formation sous statut scolaire au bénéfice de jeunes en situation de décrochage scolaire

S'il a proposé de réaliser des heures dans l'annexe 2 « Fiche entreprise » au règlement de la consultation, le titulaire s'engage à réaliser une action de formation d'un ou plusieurs jeunes en situation de décrochage scolaire (L.122-2 code de l'éducation) et/ou soumis à l'obligation de formation pour les jeunes mineurs (L.114-1 code de l'éducation).

Cette action de remobilisation est suivie par la Mission de Lutte contre le Décrochage Scolaire (MLDS) du ministère chargé de l'Éducation nationale. En cas de réalisation en dehors du territoire national, cette action est mise en oeuvre par tout dispositif équivalent, impliquant des personnels éducatifs engagés dans la lutte contre le décrochage scolaire.

Le volume horaire contractuel, à réaliser pendant la durée du marché, est à indiquer à l'annexe 2 « Fiche entreprise ».

Dans le cadre de la clause sociale, le jeune bénéficiaire du dispositif est sous statut scolaire. Une convention de stage tripartite est conclue entre l'entreprise, l'établissement scolaire de rattachement du jeune et le jeune (ou son représentant légal). Le suivi du jeune est assuré par la MLDS ou par un acteur de l'Education Nationale à savoir enseignants, CPE, référent décrochage scolaire, intervenant SRE, coordonnateur de dispositifs relais).

Le titulaire de l'accord-cadre reçoit le jeune dans ses locaux, en immersion complète, et l'accompagne dans les tâches qui lui sont confiées. Le jeune est accompagné par la MLDS du ministère chargé de l'Éducation nationale, de la jeunesse et des sports qui désigne un tuteur pédagogique.

Le titulaire désigne un responsable des ressources humaines (RRH), qui est l'interlocuteur privilégié du MEFSIN ainsi qu'un référent au sein de l'entreprise. Le référent « entreprise » et le tuteur pédagogique sont en relation directe.

Tout parcours fait l'objet d'une gratification mensuelle, versée au bénéficiaire (<https://www.service-public.fr/simulateur/calcul/gratification-stagiaire>).

L'action mise en oeuvre fait l'objet d'une validation, par écrit, sous la forme d'un « bilan croisé » réalisé par le référent « entreprise » et le tuteur pédagogique.

Au terme de son parcours, le jeune bénéficiaire du dispositif peut intégrer un parcours de formation diplômant (reprise de scolarité) ou accéder à l'emploi (insertion professionnelle). Toutes les hypothèses de fin de parcours sont envisagées par la MLDS, à l'occasion d'un échange avec le titulaire. À tout moment, le titulaire peut aller au-delà des objectifs fixés par l'accord-cadre.

Exécution de la clause sociale pendant la durée de l'accord-cadre et à l'issue du parcours

Le suivi de la clause sociale est réalisé par le MEFSIN et la MLDS, qui s'assurent de la réalisation de l'action mise en œuvre par le titulaire dans le cadre du calendrier scolaire.

Lors de la réunion de lancement de l'accord-cadre, le thème de la clause sociale est abordé (confirmation des contacts inscrits dans la « Fiche entreprise », rappel des spécificités du public concerné, adaptabilité des missions, intégration des fonctions support, etc.).

Une réunion spécifique à la mise en œuvre de la clause sociale est organisée, sur proposition du titulaire ou du MEFSIN, dès qu'un ou plusieurs profils de jeunes sont proposés par la MLDS. La présence du référent entreprise est obligatoire et celle du responsable des ressources humaines souhaitable. A cette occasion, la « fiche entreprise » – qui a une fonction de dialogue – peut être modifiée en fonction du ou des profils proposés par la MLDS. La nouvelle « fiche entreprise » finalisée est alors transmise au MEFSIN par le titulaire.

Le titulaire transmet également au MEFSIN la convention de stage tripartite signée.

A l'issue du parcours, le tuteur pédagogique et le référent « entreprise » réalisent un bilan croisé faisant état du résultat de la clause sociale et attestant de la bonne exécution de la clause sociale par le titulaire.

À la fin de l'action de remobilisation, le titulaire de l'accord-cadre s'engage à étudier toutes les possibilités de formation ou d'embauche pérenne des personnes bénéficiaires de la clause sociale.

Contrôle et évaluation de l'action de formation

Tout au long de l'exécution des prestations de l'accord-cadre, le titulaire répond à toute demande du MEFSIN ou de la MLDS relative à l'état d'avancement de la mise en œuvre de la clause sociale.

Pour rappel, le titulaire est tenu de transmettre en cours d'exécution au MEFSIN :

- la « fiche entreprise » modifiée, le cas échéant ;
- la convention de stage tripartite ;
- le bilan croisé (accompagné le cas échéant de l'attestation de présence du jeune bénéficiaire).

Toute transmission est réalisée dans les dix jours ouvrés suivant la demande au MEFSIN.

Pendant et à l'issue du parcours, le titulaire s'engage à faciliter les contacts des partenaires de l'opération avec la personne bénéficiaire du dispositif de clause sociale, et à transmettre les documents nécessaires à l'évaluation du dispositif (Cf. ci-avant).

S'il rencontre des difficultés pour faire face à son engagement, le titulaire doit informer le MEFSIN et la MLDS. Dans ce cas, le MEFSIN et la MLDS étudient en concertation avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir à la réalisation des objectifs fixés.

10.11 Clauses environnementales

Les livrables du présent accord-cadre devront être proposés, en priorité, sous format dématérialisé.

Le cas échéant, les livrables papiers devront être imprimés par ordre de priorité : papier recyclé, papier éco-labellisé européen, NF Environnement, Ange bleu ou équivalent, papier certifié issu de forêts gérées durablement labellisé PEFC, FSC ou équivalent, avec le grammage le plus fin possible, et des encres végétales, et/ou engendrant la réduction des substances toxiques.

D'une manière générale, le titulaire privilégiera tout mode de déplacement conduisant à réduire la pollution atmosphérique provoquée par les gaz d'échappement des véhicules à moteur. Le titulaire aura de préférence recours, pour ses déplacements lors des interventions sur site, à l'utilisation de véhicules respectant au minimum les prescriptions de la norme CRIT'AIR 1 ou 2.

Le soumissionnaire met en place une politique numérique écoresponsable (par exemple : tri des données, alimentation des serveurs, stockage sur les réseaux, gestion des courriels et envois raisonnés) dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre et tiens l'administration informée des actions initiées dans ce cadre.

Établissement d'un bilan d'émissions de gaz à effet de serre (BEGES) :

Dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre, l'acheteur vérifie que le titulaire, sous réserve qu'il y soit assujetti, respecte les dispositions de l'article L.229-25 du code de l'environnement.

L'acheteur consulte à cet effet la plateforme informatique hébergée à l'adresse suivante : <http://www.bilansges.ademe.fr>, sur laquelle doivent être publiées les informations relatives à la mise en œuvre des obligations nées de l'article du code de l'environnement précité.

Le cas échéant, l'acheteur invite le titulaire à se mettre en conformité dans les meilleurs délais.

Par ailleurs, pour soutenir la transformation écologique de l'État, le MEFSIN est engagé depuis plusieurs années dans une démarche vertueuse de transition sociale et environnementale dans le domaine des achats, encouragent les titulaires qui ne seraient pas assujettis aux dispositions de l'article L.229-25 du Code de l'environnement à établir le bilan de leurs émissions de gaz à effet de serre accompagné d'un plan de transition et à les communiquer à l'adresse précitée : <http://www.bilans-ges.ademe.fr>.

Plan de progrès

La société sera amenée à proposer un plan d'amélioration de la qualité de service pour réduire l'empreinte écologique des prestations objets du présent accord-cadre.

10.12 Evaluation du titulaire

Les prestations objets de l'accord-cadre font l'objet d'une évaluation.

Cette dernière consiste en l'attribution d'une note de satisfaction globale pour l'ensemble des prestations rendues, et porte notamment sur les moyens mis en œuvre, la qualité du service rendu, la relation contractuelle, le respect des dispositions contractuelles, et l'atteinte des objectifs définis lors de l'expression du besoin. Les résultats de cette évaluation sont communiqués au titulaire.

Cette évaluation est menée à l'aide d'une grille comprenant des critères adaptés. Cette grille est annexée au DCE à titre d'information et non contractuelle. Elle est susceptible d'évoluer en tant que de besoin en vue de l'adapter à la prestation à évaluer.

Le titulaire est informé que l'évaluation et les livrables définitifs produits dans le cadre de la mission peuvent faire l'objet d'une communication à un tiers, sans préjudice du secret des affaires et du secret de la vie privée, conformément aux règles applicables en matière de communication des documents administratifs, et notamment au regard des règles prévues par le Code des relations entre le public et l'administration et précisées par la Commission d'accès aux documents administratifs (CADA).

10.13 Modifications contractuelles en cours d'exécution et ajout de prestations similaires ou non analogues

Modifications internes au titulaire :

Le présent accord-cadre pourra être modifié, après transmission des justificatifs par le titulaire et après silence par le pouvoir adjudicateur au-delà de 5 jours ouvrés à compter de cette réception, sans qu'il soit besoin de l'acter par avenant dans les circonstances suivantes :

- Changement de la dénomination sociale du titulaire : en cas de changement de dénomination sociale intervenant en cours d'exécution de l'accord cadre, le titulaire est tenu de communiquer au pouvoir adjudicateur une attestation expliquant ce changement et tout justificatif le cas échéant. Cette attestation sera annexée à tout document (demande de paiement, etc....) qui ferait apparaître ce changement de dénomination.
- Changement des coordonnées bancaires du titulaire : en cas de changement de coordonnées bancaires intervenant en cours d'exécution du présent accord-cadre, le titulaire est tenu d'en informer le pouvoir adjudicateur et de lui communiquer un nouveau RIB. Ce dernier annule et remplace le précédent RIB et devient contractuel.
- Changement d'adresse : en cas de changement de localisation géographique, d'adresse du titulaire et de changement du numéro SIRET intervenant en cours d'exécution de l'accord-

cadre, le titulaire est tenu de communiquer au pouvoir adjudicateur une attestation expliquant ce changement, et tout justificatif le cas échéant.

Changement de cocontractant en cours d'exécution de l'accord-cadre :

Le présent accord-cadre pourra être modifié, pour prendre en compte une restructuration impactant le titulaire. Le cas échéant, avant tout transfert du présent accord-cadre à une autre personne morale (notamment par cession de fonds de commerce, réorganisations d'activités, apports partiels d'actifs, cessions de branches d'activités, fusion-absorption ou mise en location gérance du fonds de commerce), le titulaire doit en informer l'administration par écrit.

L'administration vérifie alors que le futur titulaire dispose des capacités techniques, professionnelles et financières nécessaires à l'exécution des prestations et, le cas échéant, s'il est en règle avec ses obligations fiscales et sociales. En vue de cette vérification, le titulaire produit notamment l'ensemble des documents listés aux articles R. 2143-6 du Code de la commande publique ainsi qu'aux articles D. 8222-5 et D. 8254-2 (titulaire établi en France) ou D. 8222-7 et D. 8254-3 (titulaire établi ou domicilié à l'étranger) du Code du travail. À la suite de ces vérifications, un avenant constatant le transfert de l'accord-cadre au nouveau titulaire est signé entre les parties. Le nouveau titulaire s'engage à fournir, dans les quinze (15) jours suivant la signature de l'avenant, les polices d'assurance prévues à l'article 16.3 du CCAP.

Si le cessionnaire ne présente pas les capacités requises pour l'exécution de l'accord-cadre, l'administration prononce la résiliation de celui-ci, sans que le titulaire ne puisse prétendre à une quelconque indemnisation, par dérogation à l'article 51 des CCAG/TIC.

Clause de réexamen (article R2194-1 du Code de la commande publique) :

En cas de circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature et/ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution de l'accord-cadre, les parties examinent de bonne foi les conséquences, notamment financières, de cette circonstance.

Le cas échéant, les parties conviennent, par avenant, des modalités d'aménagement des conditions d'exécution des prestations et le cas échéant, de prise en charge, totale ou partielle, des surcoûts directement induits par cette circonstance sur la base de justificatifs fournis par le titulaire. Il est tenu compte, notamment :

- des surcoûts liés aux modifications d'exécution des prestations,
- des conséquences liées à la prolongation des délais d'exécution de l'accord-cadre.

Le titulaire est tenu de demander, en temps utile, qu'il soit procédé à des constatations contradictoires pour permettre à l'acheteur d'évaluer les moyens supplémentaires effectivement mis en œuvre.

Sont exclues de cette évaluation, les augmentations de prix prises en compte dans les index

ou indices utilisés pour la révision des prix de l'accord-cadre.

Les surcoûts pris en charge par l'acheteur peuvent faire l'objet d'une avance dans les conditions fixées par le présent CCAP ou dans l'avenant conclu en application du présent article.

En tout état de cause, en cas de disparition des circonstances ayant justifié la signature de l'avenant, les stipulations antérieures redeviennent applicables.

Ajout de prestations non analogues aux prestations existantes :

Lorsque la réglementation, la sécurité ou l'évolution de l'état de l'art nécessite l'ajout d'une prestation non-analogue aux prestations existantes, mais en rapport avec l'objet de l'accord-cadre, la personne publique peut demander au titulaire de réaliser ces prestations. Ces prestations seront réalisées par le titulaire dans la mesure où elles rentrent dans son champ de compétences et surtout si le fait de les confier à un tiers aurait des conséquences sur l'obligation de résultat du titulaire dans la bonne exécution des prestations comme prévu au CCTP et dans l'offre du titulaire. En tout état de cause, ces modifications ne peuvent pas avoir pour effet de bouleverser l'économie générale de l'accord-cadre ni en changer l'objet. Cet ajout est réalisé à la suite de la passation d'un avenant.

Recours aux marchés sans mise en concurrence ni publicité préalable pour prestations similaires :

En application de l'article R2122-7, la réalisation de prestations similaires à celles de l'accord-cadre pourra être exécutée par le titulaire du présent accord-cadre dans le cadre d'un ou de plusieurs marchés qui seront passés ultérieurement à la notification du présent accord-cadre. La durée pendant laquelle ce ou ces marchés peuvent être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du présent accord-cadre.

10.14 Modalités d'ajustement des prestations de maintenance annuelle du volet 1

Le montant de la prestation de maintenance du volet 1 peut faire l'objet d'un ajustement selon les deux modalités suivantes :

1/ en cas d'évolution du parc maintenu par ajout d'un site à maintenir.

Le tarif du site rajouté sera évalué sur la base du prix d'un site similaire en nombres d'abonnés. Le terme abonné est défini au CCTP.

L'ajout du site supplémentaire se fera par avenant.

2/ en cas d'évolution du nombre d'abonnés

Toute modification par ajout ou retrait du nombre d'abonnés supérieur à 25% du nombre initial d'abonnés recensés lors de l'état des lieux initial pourra entraîner à la demande du titulaire ou de l'administration une révision, égale à 5 % du montant du tarif annuel des

prestations de maintenance relative au réseau de télédistribution concerné. Cette modification se fera au prorata temporis à compter de l'accord de l'administration en cas de demande du titulaire ou après un préavis d'un mois à compter de la notification au titulaire de la demande.

La révision du montant de la prestation du volet 1 interviendra sur ordre de service accompagné de l'annexe financière révisée de la personne publique, notifié au titulaire par mail lors du paiement de la prestation, soit trimestriellement à terme échu.

Dans les deux hypothèses de modifications sus mentionnées :

Pour le mois de leur entrée en application et pour le dernier mois d'exécution de l'accord-cadre, les nouveaux montants des bons de commande annuels des prestations de maintenance donnent lieu à un règlement au prorata temporis du montant ajusté.

10.15 Constatation de l'exécution des prestations

10.15.1 Opérations de vérifications et d'admission - article 30 et 31 du CCAG TIC

Par dérogation à l'article 31 du CCAG TIC, la réception des prestations de maintenance annuelle du volet 1 est effectuée trimestriellement à terme échu par procès-verbal de la personne publique valant attestation de service fait dans un délai d'un mois.

La réception des prestations du volet 2 est effectuée par procès-verbal de la personne publique valant attestation de service fait dans un délai d'un mois.

Le titulaire devra être à jour de la remise de l'ensemble des livrables documentaires et ces livrables devront être conformes aux demandes de la personne publique pour que la réception puisse être validée.

10.15.2 Décision après vérification

Réception

Le pouvoir adjudicateur prononce la réception des prestations, si elles répondent aux stipulations de l'accord-cadre, selon les modalités décrites à l'article 11.10.1 du présent CCAP.

Ajournement

Lorsque des prestations ne peuvent être reçues que moyennant certaines mises au point, le pouvoir adjudicateur peut décider d'ajourner la réception des prestations conformément aux modalités de l'article 34.2 du CCAG-TIC.

Réfaction

Conformément à l'article 34.3 du CCAG-TIC, lorsque le pouvoir adjudicateur estime que des prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations de l'accord-cadre, peuvent néanmoins être reçues en l'état, il peut les admettre avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées.

Cette décision doit être motivée. Elle ne peut être notifiée au titulaire qu'après qu'il a été mis à même de présenter ses observations.

Si le titulaire ne présente pas d'observation dans les quinze jours suivant la décision de réception avec réfaction, il est réputé l'avoir acceptée. Si le titulaire formule des observations dans ce délai, le pouvoir adjudicateur dispose ensuite de quinze jours pour lui notifier une nouvelle décision. A défaut d'une telle notification, le pouvoir adjudicateur est réputé avoir accepté les observations du titulaire.

Rejet :

Lorsque l'acheteur estime que les prestations ne peuvent être admises en l'état, il en prononce le rejet partiel ou total. La décision de rejet doit être motivée. Elle ne peut être prise qu'après que le titulaire a été mis à même de présenter ses observations.

En cas de rejet, le titulaire est tenu d'exécuter à nouveau la prestation prévue par l'accord-cadre.

10.16 Modalités de règlement

Le paiement des prestations du présent accord cadre intervient dans les conditions fixées ci-dessous :

a) Concernant les prestations du volet 1

Le règlement sera prononcé trimestriellement à terme échu par procès-verbal de la personne publique valant attestation de service fait.

Dans le cas d'une période inférieure au trimestre, la tarification du montant est calculée au prorata temporis.

Une facture unique sera adressée pour les prestations du volet 1.

b) Concernant les prestations des UO du volet 2

Le règlement de chaque bon de commande interviendra au prononcé de la livraison des prestations par procès-verbal de service fait de la personne publique.

Toute observation ou réserve mentionnée au procès-verbal ou toute absence de constatation de service fait sera suspensive de paiement tant qu'elle ne sera pas levée par la personne publique.

10.17 Garanties

Les prestations font l'objet d'une garantie conformément à l'article 36 du CCAG-TIC.

L'ensemble des garanties précédentes s'exerce indépendamment de la garantie légale pour vices cachés prévue aux articles 1641 et suivants du code civil.

10.18 Pénalités

Tout manquement du titulaire à ses obligations peut donner lieu à pénalité.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-TIC, les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire dans la mesure où leur application ne dispense pas le titulaire d'exécuter les prestations dues. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie de l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire.

Les pénalités peuvent être précomptées sur les acomptes versés au titulaire tout au long de l'exécution des prestations, lors de l'établissement des états d'acomptes, ou constituer un élément du décompte général. Elles peuvent être appliquées en déduction des factures ou faire l'objet de titre de perception.

Les pénalités ne sont pas soumises à la TVA.

10.18.1 Pénalités liées à l'exécution des prestations

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG TIC, en cas de dépassement des délais contractuels mentionnés dans le bon de commande ou dans le CCTP :

Pénalités de retard pour non-respect des délais contractuels relatifs à l'envoi du calendrier prévisionnel de passage pour les visites de maintenance préventive du volet 1

En cas de non-respect par le titulaire des délais d'envoi de la proposition de calendrier prévisionnel (envoi initial et envoi après modification), il sera appliqué une pénalité de 100 euros par jour ouvré de retard dès le premier jour de retard.

Pénalités pour non-respect du calendrier de visites de sites programmés :

Si le titulaire ne prévient pas d'une demande de modification du calendrier fixé en amont en accord avec la personne publique, au minimum 72 heures à l'avance avant la date prévue, le titulaire encourt une pénalité d'un montant forfaitaire de 100 euros.

Pénalités de retard pour non-respect des délais contractuels de commande et d'installation

Le matériel ayant fait l'objet d'une validation pour son changement et son installation doit être commandé et installé soit dans un délai de 20 jour ouvré après l'envoi du bon de commande soit dans les délais impartis, négociés avec la personne publique, et indiqués sur le bon de commande. Si ce délai contractuel n'est pas respecté (ou délai de 20 jours en cas de désaccord entre les parties) et que le titulaire n'apporte de justificatifs sur ce retard d'une cause extérieure à ses équipes, il sera appliqué une pénalité de 100 euros par jour ouvré de retard à compter du 1^{er} jour de retard.

Pénalités de retard pour non-respect des délais contractuels d'intervention pour les interventions en heures ouvrées et pour les interventions en régime d'astreinte 24/24 et 7 jours sur 7 :

L'intervention doit intervenir au maximum dans un délai de 4 heures à compter du signalement auprès du guichet unique. Si ce délai contractuel n'est pas respecté, il sera appliqué une pénalité de 100 euros par demi-heure de retard dès la première demi-heure de retard.

La garantie de rétablissement du signal TV en service doit intervenir au maximum dans un délai de 2 heures à compter de l'arrivée sur site. Si ce délai contractuel n'est pas respecté, il sera appliqué une pénalité de 100 euros par demi-heure de retard dès la première demi-heure de retard.

Pénalités de retard pour non-respect du délai de transmission des rapports d'intervention :

Le rapport de visite global relatif à la maintenance préventive du volet 1 doit être transmis dans un délai maximum de 5 jours ouvrés à compter de la fin de la dernière visite.

Tout rapport relatif à une intervention corrective doit être transmis dans un délai de 24 heures à compter de la fin de l'intervention.

Si ces délais contractuels ne sont pas respectés, il sera appliqué une pénalité de 50 euros par jour ouvré de retard dès le premier jour.

Pénalités de retard pour non-respect des délais contractuels d'intervention pour les demandes de prestations complémentaires à unités d'œuvre : volet 2

En cas de non-respect des délais décidés en accord entre le titulaire et la personne publique et indiqués sur le bon de commande, il sera appliqué une pénalité de 50 euros par jour ouvré de retard dès le premier jour de retard.

10.19 Plafonnement des pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-TIC, le plafond des pénalités encourues est fixé à 10 % du montant maximum des prestations de l'accord-cadre.

10.20 Pénalités pour non-respect de la clause sociale

Le titulaire encourt sans mise en demeure préalable dans le cadre de l'application de la clause sociale prévue à l'article 12.7 du CCAP les pénalités suivantes :

- 150 € HT si l'interlocuteur désigné par le titulaire dans la « fiche entreprise (cadre de réponse) » pour appliquer la clause sociale est absent lors de la réunion spécifique à la mise en œuvre de la clause sociale.
- Une pénalité en € HT égale au nombre d'heures de formation prévues dans le mémoire technique du titulaire en cas d'engagement sur des heures supplémentaires, et non réalisées, multiplié par 30.

10.21 Pénalités pour violation des obligations de sécurité ou de confidentialité

En complément de l'article 14 du CCAG-TIC, en cas de violation des mesures de sécurité ou de l'obligation de confidentialité, le titulaire s'expose aux pénalités suivantes :

- en cas de non-respect des règles de sécurité et de protection des informations

confidentielles n'impliquant pas des données à caractère personnel : application d'une sanction égale à 0,5 % du montant exécuté HT de l'accord-cadre public à la date de constatation du fait générateur ;

- en cas de non-respect des règles de sécurité et de protection des informations confidentielles impliquant des données à caractère personnel : application d'une sanction égale à 2 % du montant exécuté HT de l'accord-cadre public à la date de constatation du fait générateur.

En cas de constatation de plusieurs faits générateurs, les sanctions pécuniaires ainsi établies sont appliquées de façon cumulative.

Le montant des pénalités ainsi établies vient en déduction des paiements à effectuer au titre de toute facture afférente aux prestations exécutées à la date de survenance du fait générateur.

10.22 Seuil d'exonération des pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-TIC, le titulaire est exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 300 euros HT pour l'ensemble de l'accord-cadre.

Article 11 - REGIME FINANCIER

11.1 Forme et contenu des prix

Le prix des prestations figure à l'annexe financière à l'acte d'engagement souscrit par le titulaire. Ils sont exprimés nets, en euro hors taxes.

Les prix sont réputés inclure :

- les frais afférents à la réalisation des prestations du présent accord-cadre ;
- tous les frais annexes et les matériels nécessaires à l'exécution des prestations ;
- toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres applicables aux prestations ;
- l'ensemble des sujétions particulières inhérentes au contenu même de l'exécution des prestations, y compris les conditions d'exploitation et d'accès aux différents lieux indiqués au CCTP ;
- le suivi commercial.

A ce titre, le titulaire ne pourra prétendre à aucun supplément de prix, ni à aucune

indemnité quelconque.

La proposition financière tient compte de cette possibilité et les prix mentionnés incluent tous les frais de déplacement et de séjour susceptibles d'être supportés par le titulaire.

Les interventions des préposés du titulaire dans les locaux de la personne publique pour les prestations du volet 1 et des UO du volet 2 liées à l'initialisation, réversibilité et transferts d'informations (UO 300, 301 et 302) n'ouvriront droit, pour le titulaire, à aucune indemnité à quelque titre que ce soit, y compris et notamment en ce qui concerne les frais occasionnés par le transport et le séjour de ses personnels.

Pour le volet 2 sur la partie des UO dites complémentaires n° 101 à 116 et 201 à 208, la tarification est hors frais de déplacements. A ces UO sera ajoutée l'UO 100 de déplacement. Il est à noter qu'une seule UO 100 sera compté pour la réalisation de plusieurs UO complémentaires n° 101 à 116 et 201 à 208 si elles sont réalisées sur la même journée. Cette hypothèse pourra être discutée entre les parties.

11.2 Variation des prix

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois M0 correspondant au mois de la date limite de remise des offres.

Ils sont exprimés nets et en euros HT et figurent sur l'annexe financière à l'acte d'engagement souscrit par le titulaire.

Les prix sont révisables.

La révision est effectuée chaque année à la date anniversaire de la notification de l'accord-cadre.

Cette révision sera effectuée sur la base de l'indice publié INSEE Indice de production dans les services - Information et communication (NAF rév. 2, niv. section poste J) Série mensuelle brute - France - Base 100 en 2021 – Identifiant 010769052 via la formule de révision suivante :

$P = P_0 (I_1 / I_0)$, dans laquelle :

P = prix révisé

P_0 = prix fixé dans l'offre initiale du titulaire

I_0 = valeur de l'indice définitif publié INSEE Indice de production dans les services - Information et communication (NAF rév. 2, niv. section poste J) Série mensuelle brute - France - Base 100 en 2021 – Identifiant 010769052 le mois de la remise de l'offre et communiqué par l'administration lors de la notification au titulaire

I-1 = valeur de l'indice définitif publié INSEE. Indice de production dans les services - Information et communication (NAF rév. 2, niv. section poste J) Série mensuelle brute - France - Base 100 en 2021 – Identifiant 010769052 le mois de la date anniversaire de la notification du marché

Le titulaire adresse une révision des prix du présent accord-cadre par courriel à l'Administration, qui en accusera réception, avec un préavis de trente jours calendaires avant leur entrée en vigueur, soit la date anniversaire de notification de l'accord-cadre. Les indices utilisés, l'annexe financière révisée ainsi que les pourcentages de variation par rapport aux prix précédemment pratiqués sont indiqués.

La révision n'affecte pas les paiements qui, en vertu de l'accord-cadre, seraient exigibles avant la date anniversaire de notification.

Le prix appliqué sera le prix connu et accepté à la commande.

La révision des prix sera acceptée de manière expresse par l'administration. Cet accord emporte acceptation de ces nouveaux prix qui s'appliquent sans nécessité d'avenant.

Cette révision constitue, une fois pour toutes, pièce justificative de toutes les factures émises par le titulaire, afférentes aux prestations fournies au titre de l'accord-cadre, jusqu'à la date d'application d'un nouveau prix. Les prix de règlement établis dans les conditions fixées ci-dessus n'ont pas à être constatés par avenant.

11.3 Modalités financières

11.3.1 Délais de paiement

Le délai de paiement prévu à l'article L.2192-10 et à l'article R.2192-10 du code de la commande publique est fixé à TRENTE (30) jours.

Ainsi, le délai global de paiement ne peut excéder TRENTE (30) jours.

En application des articles R.2192-12 et sous réserve des dispositions prévues aux articles R.2192-13, R.2192-17 et R.2192-18 du code de la commande publique, le délai de paiement court à compter de la date de réception de la demande de paiement par le pouvoir adjudicateur.

En cas de versement d'une avance, en application de l'article R.2192-24 du code de la commande publique, le point de départ du délai global de paiement de l'avance est la date de notification de l'acte qui emporte commencement d'exécution des prestations.

Le point de départ du délai global de paiement des acomptes, des paiements partiels définitifs et du solde est la date de réception de la demande de paiement par l'administration ou la date d'exécution des prestations lorsqu'elle est postérieure à la date de réception de la demande de paiement. Ces dates sont constatées par l'administration. A défaut, c'est la date de demande de paiement augmentée de DEUX (2) jours qui est retenue.

Lorsque la demande de paiement ne comporte pas l'ensemble des pièces et des mentions prévues par la loi ou par l'accord cadre, le délai de paiement peut être interrompu dans les conditions prévues aux articles R.2192-27 à R.2192-30 du code de la commande publique. A compter de la réception de la totalité des pièces, un nouveau délai de paiement est ouvert. Ce délai est de trente jours ou égal au solde restant à courir à la date de réception de la notification de l'interruption si ce solde est supérieur à 30 jours.

Lorsque l'accord-cadre prévoit une procédure de vérification de la conformité des prestations, il est prévu que le délai de paiement court à compter de la date à laquelle cette conformité est constatée, si cette date est postérieure à la date de réception de la demande de paiement.

Les intérêts moratoires :

A défaut de paiement de la facture dans les TRENTE (30) jours, les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont dus aux conditions prévues aux articles R.2192-31 à R.2192-36 du code de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires mentionné aux articles R.2192-31 et L.2192-13 du code de la commande publique est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire fixé par l'article R.2192-35 du code de la commande publique pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de 45 jours suivant la mise en paiement du principal.

Les paiements seront effectués par virement au compte du titulaire.

11.3.2 Modalités de facturation

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire et après

attestation du service fait par la personne publique.

Les paiements seront effectués par virement au compte du titulaire.

11.3.2.1 Mentions obligatoires

Les factures comportent les mentions obligatoires, conformément à l'article 242 nonies A de l'annexe II du Code Général des Impôts et au décret n°2019-748 du 18 juillet 2019 relatif à la facturation électronique dans la commande publique. Les factures comportent notamment les mentions suivantes :

- les nom et adresse du créancier ;
- l'intitulé de son numéro de compte bancaire ou postal ;
- la référence de l'accord-cadre en vertu duquel elles sont émises ;
- la désignation des fournitures et/ou prestations commandées ;
- les modalités particulières d'exécution, le cas échéant ;
- la quantité commandée ;
- les montants HT et TTC ainsi que le taux et le montant des taxes ;
- la date d'établissement ;
- les délais d'exécution ;
- les lieux d'exécution ;
- l'adresse de facturation ;
- le numéro SIRET de l'Etat : 11000201100044 (en cas de saisie directe de la facture dans CHORUS Pro) ;
- l'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- la référence de l'engagement juridique, numéro à 10 chiffres porté sur le bon de commande ou les documents contractuels ;
- le code du service exécutant, soit FAC9470075, indiqué dans le corps de l'adresse de facturation.

11.3.2.2 Taux de TVA

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

11.3.2.3 Monnaie

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

11.3.2.4 Transmission des factures

Les factures sont adressées de façon dématérialisée, et ce, gratuitement, en utilisant le portail sécurisé Chorus pro, soit en les déposant au format pdf, soit en les y saisissant directement. Les informations utiles à la mise en œuvre de ces procédures sont accessibles sur le site <https://chorus-pro.gouv.fr> .

Toute demande de renseignements est adressée au service facturier :

- Directement via le portail Chorus pro
- Par téléphone : 01-53-18-81-51 de 14h00 à 16h30.
- Par courriel : dc947.depense@finances.gouv.fr

L'ordonnateur chargé d'émettre les titres de paiement est :

Madame la Secrétaire Générale

75572 PARIS CEDEX 12

Le comptable assignataire des paiements est :

Le Contrôle Budgétaire et Comptable Ministériel

120, Rue de Bercy

75572 PARIS CEDEX 12

Article 12 - CLAUSES DE SURETE ET DE FINANCEMENT

12.1 Garantie et cautionnement

Il n'est pas pratiqué de retenue de garantie.

12.2 Avances

Sauf renonciation du titulaire dans l'acte d'engagement de l'accord cadre, une avance lui est accordée dans les conditions fixées aux articles R.2191-3 à R.2191-11 et R.2191-15 du code de la commande publique.

Ce montant est égal pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 euros

HT et d'une durée d'exécution supérieure à 2 mois, à 5% du montant du bon de commande si la durée prévue pour l'exécution de celui-ci est inférieure ou égale à 12 mois ; si cette durée est supérieure à 12 mois, l'avance est égale à 5% d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisée par la durée prévue par l'exécution de celui-ci exprimée en mois.

Les taux précités sont portés à 30 % lorsque le titulaire de l'accord cadre ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise au sens de l'article R.2151-13 du Code de la commande publique (entreprise qui occupe moins de 250 personnes et dont le chiffre d'affaires annuel n'excède pas 50 millions d'euros ou dont le total du bilan n'excède pas 43 millions d'euros).

Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités de l'article R.2191-11 du Code de la commande publique. Le remboursement de cette avance, effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre de l'accord-cadre atteint ou dépasse 65 % de son montant initial. Ce remboursement devra être terminé lorsque ledit montant aura atteint 80 % du montant toutes taxes comprises de l'accord cadre.

12.3 Acomptes

Tout versement d'acompte s'effectue dans le cadre des articles R.2191-20 à R.2191-22 du Code de la commande publique, sur la base des prestations effectuées.

Les acomptes n'ont pas le caractère de paiements définitifs.

12.4 Cession et nantissement

L'accord cadre peut être cédé ou nanti dans les conditions prévues aux articles R.2191-45 à R.2191-63 du Code de la commande publique.

Article 13 - REGIME DES DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE

13.1 Régime des droits de propriété intellectuelle

Sans objet

13.2 Régime des droits de propriété intellectuelle relatif aux connaissances antérieures

Conformément à l'article 44.2 du CCAG-TIC, dès lors que le titulaire envisage d'utiliser des connaissances antérieures ou des connaissances antérieures standards, il s'engage à ce qu'elles soient identifiées dans son offre ou en toute hypothèse au fur et à mesure de l'exécution de l'accord-cadre, avant toute intégration et/ou utilisation d'une connaissance antérieure ou d'une connaissance antérieure standard non prévue dans l'offre.

Les droits afférents aux connaissances antérieures (hors standards) sont concédés dans les conditions de l'article 45.1 du CCAG-TIC qui précise que lorsque le titulaire incorpore des connaissances antérieures dans les résultats ou fournit des connaissances antérieures dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre ou que des connaissances antérieures, sans être incorporées aux résultats, sont strictement nécessaires pour la mise en œuvre des résultats, le titulaire autorise l'acheteur à utiliser les connaissances antérieures pour les mêmes droits, durée, territoire et finalités d'utilisation que ceux prévus dans le régime applicable aux résultats.

L'autorisation d'utiliser les connaissances antérieures est comprise dans le prix de l'accord-cadre.

Article 14 - TRAITEMENT DE DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Le présent accord-cadre comporte un traitement de données à caractère personnel.

En complément de l'annexe « RGPD » précitée, et en tout état de cause, en cas de nouveau traitement occasionné par l'exécution des prestations de l'accord-cadre ou dans l'hypothèse de l'évolution des traitements de données à caractère personnel initialement prévus, la signature du présent accord-cadre ne fait pas obstacle à la conclusion et signature d'un nouveau véhicule contractuel conforme à l'article 28 ou 26 du RGPD, sans qu'il soit nécessaire de modifier par avenant le présent accord-cadre.

Article 15 Dispositions diverses

16.1 Forme des notifications et des informations

Conformément à l'article 3.8 du CCAG TIC, la notification des décisions, observations ou informations qui font courir un délai est faite par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

Cette notification peut être faite par le biais du profil d'acheteur (plateforme des marchés public PLACE) ou à l'adresse postale ou électronique des parties mentionnée dans les documents particuliers de l'accord-cadre ou, à défaut, à leur siège social, sauf si ces documents leur font obligation de domicile en un autre lieu.

En cas de groupement, la notification se fait au mandataire pour l'ensemble du groupement.

15.2 Langue

Tous les documents écrits remis par le titulaire à la personne publique doivent être rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il devra fournir, à sa charge, ce document accompagné d'une traduction en français. Une exception, avec approbation par la personne publique, serait pour les documents techniques des produits, rédigés en langue anglaise.

15.3 Sous-traitance

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause à la personne publique en cas d'inexécution. Dans un délai de 15 (quinze) jours à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier être en possession d'une police d'assurances.

Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents de la personne publique ou à des tiers ; à ses biens, aux biens appartenant à la personne publique ou à des tiers.

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations.

Il s'engage à remettre, sur simple demande écrite, à la personne publique, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

15.4 Attestations administratives

Le titulaire met à disposition tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du code du travail.

15.5 Autres obligations administratives

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à la personne publique les modifications survenant en cours d'exécution. En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Si le titulaire, et le cas échéant ses sous-traitants, recourent à des salariés détachés, ils doivent produire, préalablement au début du détachement, les documents justifiant de la régularité de ses obligations au regard de l'article L.1262-2-1 du code du travail.

15.6 Résiliation

Le pouvoir adjudicateur peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet de l'accord cadre conformément aux articles R.2191-30 et R.2191-31 et des articles L.2195- 1 à L.2195-6 du Code de la commande publique.

1°) Le marché peut être résilié aux torts du titulaire en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles L2142-1 et suivants et R2142-1 à 27 du Code de la commande publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D 8222-5 ou D 8222-7 et D 8222-8 du Code du travail. Après mise en demeure restée infructueuse à l'échéance d'un délai de 15 jours, le marché peut être résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à l'indemnité et, le cas échéant, avec l'exécution des prestations à ses frais et risques, lorsqu'il a contrevenu à l'article D8222-5. Les frais engendrés par une nouvelle mise en concurrence viendront en déduction des sommes dues au titre des prestations réalisées.

2°) L'accord-cadre peut être résilié pour faute du titulaire conformément à l'article 50 du CCAG TIC, notamment en cas de non-respect de ses obligations légales ou réglementaires relatives à la confidentialité ou à la protection des données à caractère personnel conformément à l'article 5 du CCAG TIC. Après mise en demeure restée infructueuse à l'échéance d'un délai de 15 jours, l'accord-cadre peut être résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à l'indemnité et, le cas échéant, avec l'exécution des prestations à ses frais et risques. Les frais engendrés par une nouvelle mise en concurrence viendront en déduction des sommes dues au titre des prestations réalisées.

3°) La personne publique peut, à tout moment, qu'il y ait ou non faute du titulaire, mettre

un terme à l'exécution des prestations avant l'achèvement de celles-ci. 38 La décision de résiliation est notifiée au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception. La résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification. Par dérogation à l'article 51 du CCAG TIC, la décision de résiliation donne lieu à l'indemnisation du titulaire à hauteur de 5% du montant total en € HT des prestations de l'accord cadre déjà réalisées.

4°) En cas de dépassement d'un plafond global de pénalités égal à 10% du montant des prestations réalisées, la personne publique se réserve le droit de résilier pour faute du titulaire le présent accord cadre aux conditions fixées par le CCAG TIC. La décision de résiliation est notifiée au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception.

5°) En complément de l'article 50 du CCAG TIC, en cas de non-respect des règles de sécurité, l'acheteur peut résilier pour faute le marché sans mise en demeure. La résiliation de l'accord-cadre est, sauf mention contraire dans la décision, sans incidence sur l'exécution de bons de commande en cours

15.7 Exécution aux frais et risques du titulaire

L'exécution aux frais et risques s'effectue dans les conditions prévues au CCAG de référence.

15.8 Règlement alternatif des différends

Règlement amiable des différends intégrant le recours à la médiation interne :

La réglementation de l'achat public institue comme principe la recherche du règlement amiable des conflits.

Les parties au présent contrat conclu et exécuté de bonne foi, s'engagent à examiner ensemble, dans le plus grand esprit de concertation et de coopération, tout différend ou litige qui pourrait survenir relatif à son existence, son interprétation, ou à son exécution.

Tout différend entre le titulaire et l'acheteur doit faire l'objet, de la part du titulaire, d'un mémoire de réclamation exposant précisément les motifs de ce différend et indiquant, le cas échéant, pour chaque chef de contestation, le montant des sommes réclamées et leur justification.

Les ministères économiques et financiers s'engagent à en accuser réception dans les quinze jours. Le pouvoir adjudicateur dispose du délai prescrit par l'article du CCAG susmentionné pour notifier sa décision.

L'absence de décision dans ce délai vaut décision de rejet du mémoire de réclamation.

La boîte mail fonctionnelle identifiée pour traiter ce type de demande est la suivante :

secteur-marches-bgs@finances.gouv.fr

L'acheteur et le titulaire privilégient le recours au médiateur interne relations fournisseurs des ministères économiques et financiers à l'adresse suivante :

mediation-fournisseurs.bercy@finances.gouv.fr

En cas de constatation par le médiateur de l'échec de cette médiation interne, les parties pourront saisir le médiateur des entreprises via le portail suivant :

<https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises/contactez-mediateur-des-entreprises>

En cas d'échec de cette dernière, les parties pourront saisir le comité consultatif de règlement amiable compétent dans les conditions prévues à l'article R. 2197-1 du code de la commande publique.

Les parties pourront néanmoins directement saisir le médiateur des entreprises, sans recourir au médiateur interne, ou encore le comité consultatif de règlement amiable compétent sans recourir à une médiation préalable.

La saisine d'un médiateur ou d'un conciliateur doit être effectuée avant l'expiration du délai de recours contentieux.

La saisine d'un médiateur interrompt les délais de recours contentieux jusqu'à la notification de la décision prise par l'acheteur ou de la constatation du médiateur de l'échec de sa mission.

Le médiateur interne des ministères économiques et financiers et le médiateur des entreprises agissent comme tierce partie afin d'aider les parties qui en ont exprimé la volonté à trouver une solution mutuellement acceptable.

Le comité consultatif de règlement amiable compétent a pour mission de rechercher des éléments de droit ou de fait en vue d'une solution amiable et équitable.

Dans l'hypothèse où le différend n'aurait pas trouvé de solution acceptable pour les deux parties, il appartiendra à la plus diligente d'entre elles, si elle s'y croit fondée, de saisir la juridiction compétente du litige en cause dans le cadre d'un recours contentieux.

15.9 Litiges et contentieux

Le présent accord-cadre est soumis au droit français.

Tout litige est soumis au tribunal administratif de Paris pour les aspects concernant les modalités d'exécution et au tribunal de grande instance de Paris pour les questions relatives à la propriété intellectuelle.

Article 16 - Dérogations au CCAG-TIC

Les dérogations au CCAG sont présentées dans le tableau récapitulatif des dérogations ci-après :

Article du présent CCAP	Article du CCAG-TIC auquel il est fait dérogation	Commentaire - Objet de la dérogation
9	4.1	Documents contractuels
9	4.2.1 et 4.2.2	Documents de notification du marché
10.1.2	3.4.1	Désignation de l'interlocuteur par le titulaire au stade de l'offre
10.13	51	Clause de réexamen – Capacités requises/indemnisation
10.15.1	30 à 31	Opération de vérification
10.18	14.1.1	Pénalités – Mise en demeure
10.18.1	14.1.1	Pénalités
10.19	14.1.2	Plafonnement des pénalités
10.22	14.1.3	Seuil d'exonération des pénalités
15.6	51	Résiliation - Indemnisation